



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
des Hauts-de-France**

**Unité Départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet I  
Entrée Asturies - Bâtiment A  
12 Avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
Tél. : 03 21 63 69 00**

Béthune, le **8 AOUT 2023**

[ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr)

## **Rapport de l'Inspection des Installations Classées**

**Visite d'Inspection du 14 juin 2023**

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)**

**2 Rue Maurice Moissonnier  
69120 VAULX-EN-VELIN**

Références : FW/MM EQUIPE 4-271-2023

Code AIOT : 0007001335

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 14 juin 2023 dans l'établissement O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING) implanté Avenue de la Verrerie BP 61 62410 WINGLES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- O-I FRANCE SAS (ex O-I MANUFACTURING)
- Avenue de la Verrerie BP 61 62410 WINGLES
- Code AIOT : 0007001335
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité principale d'O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES consiste en la fabrication de bouteilles en verre. La capacité de production avoisine les 150 000 tonnes par an. L'usine de WINGLES possède un outil de production modeste (un four) mais puissant (quatre lignes de fabrication contenant au total 130 cavités). Le four a une superficie de 140 m<sup>2</sup> et tire 480 t/j de verre (procédé en continu).

La particularité du site de WINGLES est d'être le premier consommateur de calcin français (l'utilisation du calcin permet de diminuer significativement les consommations d'énergie de fusion et les émissions de CO2).

La société O-I MANUFACTURING FRANCE Usine de WINGLES fonctionne sous couvert d'un Arrêté Préfectoral d'Autorisation daté du 5 août 1996 et de 6 Arrêtés Préfectoraux Complémentaires datés des 15 septembre 1998, 8 février et 12 juin 2001, 17 mai 2005 et 23 juillet 2009, ainsi que de l'Arrêté Préfectoral « IED compatible » du 30 mars 2016.

En outre, l'Arrêté Préfectoral du 17 juin 2021 est venu imposer des dispositions supplémentaires en matière de réduction des consommations d'eau.

Le site est notamment autorisé pour les rubriques 2530-1-a et 3330 (Fabrication et travail du verre). Le site est également soumis à Enregistrement sous la rubrique 2921 (installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) et dispose de quatre tours aéro-réfrigérantes.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eaux : Rejets aqueux et action sécheresse

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Etude technico-économique	Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Plan d'action "Sécheresse"	Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 5	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Délais	Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 6	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 6.1	/	Sans objet
2	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 6.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traitement des effluents	Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 6.3	/	Sans objet
4	Eaux exclusivement pluviales	Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 8.1	/	Sans objet
5	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 8.4.2	/	Sans objet
6	Eaux industrielles	Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 8.4.3	/	Sans objet
7	Relevé des prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite conduite par l'Inspection le 14 juin 2023 sur le site OI-FRANCE à WINGLES à l'occasion du contrôle inopiné des rejets aqueux amène l'Inspection à formuler les constats suivants :

- les mesures réalisées dans les rejets d'eaux industrielles du site par le laboratoire mandaté par la DREAL, montrent le respect des valeurs limites réglementaires imposées par l'Arrêté Préfectoral en vigueur ;
- certaines observations liées au suivi des eaux pluviales nécessitent une action de l'exploitant ;
- l'étude technico-économique ainsi que le plan "Sécheresse" relatif à la réduction de la consommation et des prélèvements en eau n'ont pas été fournis à l'Inspection dans le délai imposé par l'Arrêté Préfectoral du 17 juin 2021.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligation de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales transitent par un bassin de tamponnement de 4 000 m <sup>3</sup> , puis sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures, avant rejet vers le réseau d'eaux pluviales communal (exutoire final Canal de la Deûle). Les eaux de process sont traitées par la station interne (décantation, désablage, déshuilage...) avant rejet vers la STEP communale de WINGLES.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conception des installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement doivent être conçue pour faire face aux variations de débit de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.
<b>Constats :</b> Les bassins et fosses de tamponnement et décantation permettent de faire face aux variations des conditions de rejets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Traitement des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et suivi des installations de traitement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement doivent être correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche doivent être mesurés périodiquement (ou en continu avec asservissement à une alarme). Les résultats de ces mesures doivent être portés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.
<b>Constats :</b> La température, le pH et le débit des effluents rejetés sont mesurés et enregistrés en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Eaux exclusivement pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 8.1															
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet															
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet															
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :															
<table border="1"><thead><tr><th>SUBSTANCES</th><th>CONCENTRATIONS (en mg/l)</th></tr></thead><tbody><tr><td>MES</td><td>30</td></tr><tr><td>DCO</td><td>35</td></tr><tr><td>DBO5</td><td>10</td></tr><tr><td>Phosphore</td><td>1</td></tr><tr><td>Métaux totaux</td><td>5</td></tr><tr><td>Fluor</td><td>3</td></tr></tbody></table>	SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	MES	30	DCO	35	DBO5	10	Phosphore	1	Métaux totaux	5	Fluor	3	
SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)														
MES	30														
DCO	35														
DBO5	10														
Phosphore	1														
Métaux totaux	5														
Fluor	3														
<b>Constats :</b> L'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en vigueur n'impose pas de fréquence d'auto-surveillance pour les rejets d'eaux pluviales. L'exploitant a néanmoins fourni les rapports des deux dernières campagnes de mesures réalisées en mai et novembre 2022. Les résultats des mesures montrent le respect des VLE pour les paramètres mesurés. L'exploitant a également fourni les résultats des mesures réalisées conformément à l'Arrêté Préfectoral du 15 mai 2015 dans le cadre de la surveillance pérenne RSDE (Recherche de Substances Dangereuses pour l'Environnement).															
<b>Observations :</b> Les constats réalisés pour ce point de contrôle amènent néanmoins les observations suivantes : <u>Observation n°1 :</u> Les paramètres Fluor, Phosphore et MES n'ont pas fait l'objet de mesures, ceux-ci devront être ajoutés à l'autosurveillance dès le prochain contrôle des rejets. (A noter qu'une valeur a été transmise via GIDAF pour le paramètre MES en mai 2022 mais que celle-ci n'apparaît pas dans le rapport de mesure du 20 mai 2022. L'exploitant explicitera ce point). <u>Observation n°2 :</u> Les mesures d'autosurveillance ont été transmises via l'application GIDAF pour la campagne de mesure de mai 2022 mais pas pour celle de novembre 2022. L'exploitant veillera à transmettre systématiquement l'ensemble des résultats via l'application GIDAF.															
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite															
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet															

**N° 5 : Eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 8.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Température, pH, couleur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C et leur pH doit être compris entre 5,5 et 8,5.
<b>Constats :</b> La température mesurée des effluents rejetés le jour du contrôle inopiné était de 32°C en moyenne pour un maximum à 35°C, soit une température supérieure à la température maximale autorisée.
<b>Observations :</b> <u>Observation n°3 :</u> L'exploitant explicitera le dépassement de la température maximum autorisée pour les effluents rejetés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Eaux industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/08/1996 Article 8.4.3			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de rejet			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> Le rejet n°2 (eaux industrielles) doit respecter les valeurs limites supérieures suivantes :			
PARAMETRES	CONCENTRATION	FLUX	
		sur 2 H (en kg/h)	Maximal journalier (en kg/j)
M.E.S.	100	2	12
DBO5 (1)	100	2	12
DCO (1)	300	6,5	37
Azote global	30	0,8	3,75
Phosphore	10	0,25	1,25
Plomb et composés (en Pb)	1	0,025	0,125
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	0,1	0,0025	0,012
Indice phénol	0,3	0,0075	0,035
Arsenic et composés (en As)	0,5	0,01	0,06
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1	0,025	0,125
Fluor et composés (en F)	15	0,5	2,5
Baryum	3	0,08	0,5
Acide borique	3	0,08	0,5
Métaux*	8,5	0,21	1,1
Hydrocarbures totaux	15	0,5	2,5
<b>Constats :</b> A noter que le contrôle inopiné des rejets aqueux initialement prévu les 14 et 15 juin 2023 a été reporté car le débit de rejet était insuffisant. Ce dernier a été réalisé les 19 et 20 juin. Les résultats du contrôle inopiné des rejets aqueux conduit les 19 et 20 juin 2023 et transmis par le laboratoire le 02 août 2023 ne montrent aucun dépassement des valeurs limites réglementaires.			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 7 : Relevé des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi des consommation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvements d'eau doivent être munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué journallement. Ces informations font l'objet d'un enregistrement et sont transmises à l'Inspection de l'Environnement via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>- tous les trois mois en dehors de toute période de "sécheresse" d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau ;</li><li>- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral "Sécheresse" réglementant les usages de l'eau est en vigueur.</li></ul>
<b>Constats :</b> Les relevés des prélèvements des trois forages présents sur le site OI-France sont transmis mensuellement via l'application GIDAF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Etude technico-économique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction de la consommation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant réalise une étude technico-économique relative à l'optimisation de la gestion globale de l'eau sur son site ayant pour finalité la limitation des usages de l'eau et la réduction des prélèvements d'eau, avec pour objectif une diminution de 10% d'ici 2025 par rapport aux prélèvements de l'année 2019.</p> <p>L'étude comporte a minima les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- État actuel : définition des besoins en eau, descriptions des usages de l'eau, caractéristiques des moyens d'approvisionnement en eau, bilans annuel et mensuel des consommations de l'établissement, bilan des rejets le cas échéant en fonction de la période en cas d'activité saisonnière.</li> <li>- Étude des actions de réduction des prélèvements déjà mises en place et des économies d'eau réalisées.</li> <li>- Étude et analyse des possibilités de réduction des prélèvements, de réutilisation de certaines eaux (pluviales ou industrielles), des possibilités de recyclage et point sur les consommations actuelles de l'établissement par type d'usage au regard des meilleures techniques disponibles.</li> <li>- Échéancier de mise en place des actions de réduction envisagées.</li> </ul> <p>L'exploitant intègre dans son étude la garantie du respect des valeurs limites d'émission et de la température des rejets des effluents en sortie de site.</p>
<p><b>Constats :</b> Au jour de la visite d'Inspection, l'étude technico-économique relative à la limitation des usages de l'eau et à la réduction des prélèvements n'avait pas été engagée. L'exploitant a néanmoins fait part à l'Inspection, lors de la visite, des actions relatives à la gestion globale de l'eau sur le site, mises en place ou à venir tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'implantation d'un réseau de compteurs connectés à une supervision permettant de suivre la consommation en temps réel et une meilleure réactivité en cas de déviance,</li> <li>- le suivi mensuel avec le service mécanique/fluides des consommations avec actions préventives/correctives,</li> <li>- la planification d'une recherche de fuites des canalisations enterrées,</li> <li>- la communication dans l'entreprise (mail, affichage...) des indicateurs "eau"...</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> six mois

**N° 9 : Plan d'action "Sécheresse"**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction de la consommation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un plan d'action "Sécheresse".</p> <p>Ce plan devra comporter une partie faisant le bilan des actions déjà engagées par le passé pour diminuer les consommations d'eau en période de sécheresse, et les effets qu'elles ont produits (bilan environnemental, réduction des prélèvements).</p> <p>Ce plan d'action détaille :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement d'un niveau de "vigilance renforcée sécheresse". Pour chaque action l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte une diminution des prélèvements de 5% sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé dans les eaux souterraines de 15 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois représentatif de l'activité de l'établissement précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation de vigilance renforcée sécheresse.</li><li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de "d'alerte sécheresse". Pour chaque action, l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte une diminution des prélèvements de 10 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé dans les eaux souterraines de 30 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois représentatif de l'activité de l'établissement précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation de vigilance renforcée sécheresse.</li><li>- les actions concrètes qu'il serait en mesure de mettre en œuvre en cas de déclenchement du niveau de "d'alerte sécheresse renforcée". Pour chaque action l'exploitant évaluera l'efficacité attendue en terme de diminution des consommations. Pour ce niveau d'alerte renforcée une diminution des prélèvements de 20 % sera visée soit une diminution du volume moyen journalier prélevé dans les eaux souterraines de 60 m<sup>3</sup>/j par rapport au volume moyen journalier prélevé du mois représentatif de l'activité de l'établissement précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau plaçant le bassin versant en situation de vigilance renforcée sécheresse.</li></ul> <p>Les actions identifiées dans ce plan d'actions pourront ensuite être prescrites dans un nouvel arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.</p> <p>Le plan d'action précise également les données sur lesquelles l'exploitant s'appuie pour définir le volume moyen journalier prélevé du mois représentatif de l'activité de l'établissement précédant la prise de l'arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau.</p> <p>Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée d'alerte renforcée se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le département du Pas-de-Calais ou plus spécifiquement le bassin versant Marque-Deûle au niveau de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée.</p>
<b>Constats :</b> De même que pour l'étude technico-économique relative à la diminution des consommations d'eau et indépendamment des actions déjà mises en place ou planifiées par l'exploitant, aucun plan d'action "Sécheresse" n'était établi au jour de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> six mois

**N° 10 : Délais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/06/2021 Article 6
<b>Thème(s) :</b> Autre, Réduction de la consommation en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'étude technico-économique et le plan d'action demandés aux articles 4 et 5 ci-dessus du présent arrêté seront adressés à l'Inspection des Installations Classées dans un délai de douze mois à compter de la notification du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Compte tenu de la date de signature de l'arrêté préfectoral au 12 juin 2021, prescrivant l'étude technico-économique ainsi que le plan d'action "Sécheresse"; ces derniers auraient dû être remis à l'Inspection en juin 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> six mois